

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Condor-a-l-export-Trafic-de-drogues-Terrorisme-d-Etat-et-Democratie-militarisee>

**TRAFIC DE DROGUES - TERRORISME D'ETAT - DÉMOCRATIE
MILITARISÉE**

Le Condor à l'export : Trafic de drogues, Terrorisme d'Etat et Démocratie militarisée

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Plan Condor - Création structurelle -

Date de mise en ligne : mardi 16 novembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Publication conjointe de *The Transnational Institute*, Centre de Documentation et information-Bolivie et Inforpress Centre-américaine, Guatemala, avril 1997 primé par le Prix Simón Bolívar 1997

En avril 1996, quand le processus de négociation entre le gouvernement mexicain et les dirigeants indigènes de l'Armée Zapatista de Libération Nationale fêtait ses deux ans, le général Mario Renán Castillo, chef de la force de tâches (intervention) Arco Iris (Arc-en-ciel) s'est déployé dans l'état du Chiapas, « découvrait » des dépôts de drogues dans trois localités : Les Marguerites, Ocosingo et Altamirano, trois points géographiques équidistants d'Aguascalientes construit par les zapatistas.

Le mois suivant, le 19 mai, des effectifs du groupe spécial Ledin, de l'armée mexicaine, ont ratissé les collines entre les lieux dits Tianal et Sikiculum, à la recherche de « substances », comme a expliqué l'Institut National pour le Combat des Drogues. L'armée a monté quatre campements aux alentours d'Aguascalientes II, confirmant dans une certaine mesure les dénonciations zapatistes sur une offensive militaire imminente qui, comme tout le long du processus de négociation, agissait comme contrepoinç des conversations intermittentes de paix. Le général Castillo a réfuté la dénonciation attribuant le déploiement des troupes à la répression d'un hypothétique « cartel du Sud-est », qui s'ouvrirait dans les états du Chiapas, Campeche et Tabasco.

Vers le milieu de 1996, le Centre de Droits Humains Fray Bartolomé de las Casas dénonçait que le nord du Chiapas « vivait un état de guerre civile latente », conséquence de l'action des groupes paramilitaires : « Les Chinchulines » opérant dans la commune de Chilón ; « Paix et Justice » à Sabanilla ; « Front Civique Luis Donaldo Colosio » et l'« Organisation Juvénile Indépendante » harcelant Tila et Salto de Aguas. Quelque 600 paysans ont été assassinés ou ont disparu durant les trois dernières années, des mains des gardes blanches, formées ou soutenues par les appareils étatiques de sécurité, selon les plaintes des organismes de droits humains.

Simultanément, en juin 1996, le Département d'État des États-Unis a annoncé qu'il accorderait cinq millions de dollars supplémentaires pour un programme de qualification des militaires mexicains dans la guerre contre les drogues ; et en août, le sénateur Jesse Helms a levé son veto à la proposition du général Geoffrey Mc Cafrey d'offrir à l'armée mexicaine 50 hélicoptères Huey HU-1H « d'occasion », sous forme de donation ; en échange, le gouvernement mexicain « acceptait » que la flotte d'hélicoptères soit soumise à un « monitorat » US sur son utilisation, et en outre autorisait le survol du territoire mexicain par les appareils des agences de sécurité publique, spécialement le Service des Douanes.

Le vide de l'après-guerre froide et le trafic de drogues

Si on les abstrait des oscillations du processus de négociation du Chiapas, et des stratégies des acteurs, les épisodes indiqués sont extrêmement révélateurs d'une tendance : la participation active, opérationnelle, de l'armée mexicaine dans la répression du trafic de drogues ; la militarisation croissante de l'État ; la dépendance militaire mexicaine des organismes de sécurité nationale Américains ; l'installation définitive d'une stratégie politico-militaire de contre-insurrection ; et l'acceptation du schéma qui incorpore le concept de « narcoterrorisme » pour définir l'« ennemi » sur lequel découlera une doctrine de sécurité continentale, que le Pentagone est déterminé à ce quelle soit adoptée par les Forces Armées latino-américaines. L'armée mexicaine, qui par tradition et par les avatars historiques conservait une attitude « nationaliste exacerbée » face aux États-Unis, seconde maintenant une militarisation qui est dissimulée derrière la « guerre contre les drogues » pour imposer « une démocratie de la sécurité nationale ».

Du point de vue des secteurs sociaux, politiques et militaires latino-américains, de toutes les options possibles, le « trafic de drogues », et subsidiairement le « narcoterrorisme », sont considérés comme les plus suspects et mauvais pour soutenir une stratégie qui globalise dans le continent les intérêts de la sécurité nationale américaine, atteints simultanément depuis les divers plans géographique, économique et militaire.

Pour remplir le vide de l'après-guerre froide, le trafic de drogues, qui s'il peut être considéré comme une menace pour les processus démocratiques par son caractère corrupteur au niveau politique et destructeur au niveau social, assume le rôle que « le communisme » a occupé durant les années 60 et 70 pour justifier une politique d'intervention militaire et d'hégémonie économique.

La définition d'un ennemi commun, transnational et suffisamment dangereux, est vitale pour le soutien d'une stratégie d'hégémonie ou de dépendance, selon depuis où on le regarde. Comme avant avec le communisme, le trafic de drogues qui est défini comme principal ennemi des processus démocratiques, tend à masquer la cause première de la déstabilisation latino-américaine : les profondes injustices sociales et les niveaux insupportables de marginalisation et pauvreté qu'engendrent les recettes économiques néolibérales.

Ainsi que le « narcoterrorisme » est une grossière généralisation pour expliquer les explosions sociales, les rébellions, les violences et les révoltes, du « trafic de drogues » résulte une justification facile et chromée pour le déploiement des stratégies militaristes.

Dans toute l'Amérique latine, et dans un éventail de secteurs qui inclut des partis progressistes, église et organisations sociales, la définition du trafic de drogues comme menace principale des processus notamment à cause des nombreux antécédents qui lient la commercialisation de drogues avec le financement d'opérations cachées promues par la CIA et d'autres organismes américains exécuteurs de politiques de sécurité nationale.

Traces d'un passé récent

En ce sens, le schéma qui se reproduit au Mexique garde dans sa genèse de grandes similitudes avec l'histoire récente de l'Amérique Centrale, où les stratégies de contre insurrection ont favorisé l'apparition des groupes paramilitaires, et les objectifs politiques ont dévoilé un terrorisme d'État qui n'a pas hésité à aller vers le trafic de drogues comme source de financement. La dénonciation de la présence de conseillers militaires argentins opérant avec les forces déployées au Chiapas, qui à leur tour ont rempli comme conseillers au Salvador, Honduras et Guatemala dans la décennie des années 80, suggère la survie d'un système de coordination au niveau de l'intelligence militaire, de caractère secret et clandestin, qui menace avec la reproduction « d'une morale de la sécurité nationale ».

Bien qu'on n'ait pas encore reconnu officiellement la responsabilité institutionnelle dans le terrorisme d'État qui s'est répandu en Amérique latine, les recherches journalistiques et d'organismes de droits humains ont compilé un corpus d'information qui révèle l'existence d'une trame continentale de coordination dans laquelle l'armée argentine a occupé un rôle de premier plan dans certains de ces épisodes clef.

En revendiquant une expérience avec succès et effective dans la sale guerre contre la « subversion » à partir du coup d'État de mars 1976, l'État-major de l'intelligence militaire ont assumé depuis 1978 des missions de consultation dans des organismes d'intelligence des Forces Armées et des groupes d'extrême droite en Amérique Centrale. Le commandant du Premier Corps de l'Armée (Argentine), le général Guillermo Suárez Masón, a promu alors la création du « Groupe de Tâches Extérieur (GTE) du Batallón 601 », appareil d'intelligence militaire lié à la SIDE (Secrétariat d'Information de l'État). Les détachements militaires et les agents argentins auraient deux missions simultanées : conseiller les alliés de l'Amérique centrale et poursuivre les exilés argentins, spécialement ceux du

groupe Montoneros.

Jusqu' à confirmer les relations entre les appareils d'intelligence militaire argentins et les groupes d'extrême droite d'Amérique centrale avec des contacts effectués par l'organisation néofasciste italienne « Avanguardia Nazionale ». Le lien est daté d'époques aussi précoces que 1973, quand le terroriste italien Stephano Delle Chiaie a commencé à opérer en Argentine au nom de la DINA chilienne, police politique du régime d' Augusto Pinochet, dirigé par le alors colonel (aujourd'hui général et poursuivi en justice) Manuel Contreras.

Delle Chaie, qui coordonnait ses activités avec l'agent chilien (et agent présumé de la CIA) Michael Townley (condamné aux Etats-Unis pour le meurtre de l'ex chancelier Orlando Letelier) a participé comme agent de liaison avec le salvadorien Roberto d'Aubisson aux premières missions de consultation. Jusqu'en 1980, les conseillers argentins ont été déployés au Salvador et au Guatemala et ont instruit les groupes paramilitaires dans la pratique des enlèvements, comme source de financement des opérations clandestines.

L'organisation du coup d'État qui, en juin 1980, a installé au pouvoir le général Luis García Meza en Bolivie a provoqué un retournement qualitatif dans les sources de financement des groupes paramilitaires en Amérique Centrale. Divers chercheurs de la genèse de la « *narcodictature* » bolivienne consignent que l'assistance argentine, avec armes et personnel militaire -400 conseillers- a été fournie par un accord qui a permis aux cartels de la drogue de financer le coup d'Etat. La décision des narcotrafiquants boliviens de soutenir les militaires et de garantir ainsi l'expansion de leurs affaires depuis le pouvoir, avait été détectée par la mission de la DEA à Buenos Aires, en mars 1980, selon les révélations de l'ex agent Michael Levine ; mais la CIA et la DEA ont dissimulé l'information pour ne pas gêner le processus.

Le contact avec les militaires argentins fut ensuite le colonel Luis Arce Gómez, ministre de l'intérieur de la dictature bolivienne (aujourd'hui prisonnier aux Etats-Unis sous des charges de trafic de drogues). Arce a intercédé devant son cousin, le narcotrafiquant Robert Suárez, pour établir un mécanisme de trafic drogues et blanchiment d'argent qui disposerait de la couverture des conseillers argentins en Amérique Centrale. En échange, les narcotrafiquants boliviens financeraient des groupes paramilitaires de la région. L'accord a été signé en Bolivie entre Arce, Suárez, Stephano Delle Chiaie et le lieutenant le colonel Hugo Miori Pereyra, membre du contingent argentin en Bolivie et représentant du général Suárez Mason.

Miori Pereyra a aidé à Delle Chiaie pour monter, en Bolivie, un escadron terroriste appelé « *Novios de la Muerte* » (Les Fiancés de la Mort). Cet escadron, auquel a été lié le criminel nazi Klaus Barbie et qui se coordonnait avec le *Service Spécial de Sécurité*, instruisait indistinctement des soldats boliviens dans les techniques de torture des prisonniers et offrait une protection au commerce de la cocaïne. (Le lien des conseillers argentins avec cet escadron de la mort offre une autre piste parallèle de la relation avec le trafic de drogues : le témoignage de la narcotrafiquante bolivienne Sonia Altalá devant une Cour de justice américaine, affirme que les « *Novios de la muerte* » étaient soutenus par l'organisation de trafic qui dépendait du ministre Arce Gómez).

La relation entre les narcotrafiquants et les paramilitaires a acquis une autre dimension peu après le coup de García Berce, après les accords du quatrième congrès de la « *Confédération Anticomunista latinoamericana* » (CAL), filiale de la *World Anti-Communist League* (WACL), qui a eu lieu à Buenos Aires. Présidée par Suárez Masón, étaient présents le président de la WACL, Woo Jae Sung, membre significatif de la *Secte Moon* ; des représentants de la loggia maçonnique italienne « *Propaganda Due* », des délégués de l'ex dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza et de l'organisation terroriste anticastrista « *Alpha 66* » ; le salvadorien Roberto d'Aubisson, le néofasciste guatémaltèque Mario Sandoval Alarcón et le terroriste italien Delle Chiaie, entre autres. John Carbaugh, assistant du sénateur Jesse Helms, et Margo Carlisle, collaborateur du sénateur James McClure, ont pris part comme observateurs.

Suárez Mason a fondé la nécessité de développer la lutte anticomuniste en Amérique Centrale, pour résister au sandinisme triomphant. La WACL a apporté 8 millions de dollars pour les frais initiaux d'un détachement de conseillers argentins qui a été transféré en Amérique Centrale. Selon plusieurs sources, l'argent provenait de fonds secrets maniés par la CIA. Le colonel argentin Josué Osvaldo Ribeiro, alias « Balita » (petit balle), a été le principal responsable des détachements du « Groupe de Tâches Extérieur en Amérique Centrale ». Le lieutenant- colonel Miori a joué le « courrier ». On lui attribue un rôle fondamental dans l'instrumentation du trafic de drogues qui a circulé vers le Salvador. La cocaïne était transbordée vers les bases de la Force Aérienne salvadorienne et dérivée vers les Etats-Unis. Une partie de la drogue a financé les escadrons de la mort montés par le major d'Aubisson.

Les groupes paramilitaires guatémaltèques ont été conseillés par le lieutenant le colonel Santiago Hoya, alias « Santiago Villegas ». Hoya et le colonel Ribeiro ont eu une participation décisive dans l'origine de ce qui fut ensuite connu comme le scandale des « Iran-Contras » ou « Irangate ».

Ribeiro, auquel on attribue une participation de premier plan dans la disparition d'exilés dans le cadre de « l'Opération Condor », ainsi que la modernisation des services d'intelligence au Paraguay, a transféré les expériences de coordination effectuées en Argentine avec des militaires uruguayens, chiliens et paraguayens. Depuis son quartier général à l'hôtel Honduras Maya, de Tegucigalpa, Ribeiro a commencé la coordination avec les exilés de la *Garde Nationale* somociste, tandis que Hoya, comme « chef des opérations », dirigeait l'installation du camp d'entraînement appelé Sagitario (Sagitaire), dans les alentours de Tegucigalpa, et du camp de concentration clandestin connu comme « La Quinta ». Hoya et Ribeiro ont tissé des liens avec le général Gustavo Alvarez Martínez, chef de la G2 de l'armée hondurienne, avec l'ex capitaine de la *Garde Nationale* somociste Emilio Echaverry et avec les chefs « Contras » Arístides Sánchez, Enrique Bermudez et Frank Arana.

Des témoignages faits dans les commissions du Congrès des Etats-Unis révèlent que la CIA avait délégué aux conseillers argentins présents en Amérique Centrale l'organisation de la contra nicaraguayenne avant que le Conseil de Sécurité Nationale orchestre l'ordre secret du président Ronald Reagan pour contourner l'écueil des interdictions imposées par le Congrès. Ribeiro et Hoya ont eu un rôle important dans les négociations qui ont abouti avec la création de la seconde direction collective des « contras », après la transformation de la Légion 15 septembre, intégrée par des ex gardes somocistes, dans la Force Démocratique nicaraguayenne (FDN).

Le saut qualitatif : Iran-gate

Le détail des activités argentines en Amérique Centrale, son rôle de coordination et la manière dans laquelle ont conflué les intérêts des dictatures argentine et bolivienne avec les intérêts du *Conseil de Sécurité Nationale*, a été récemment complété par la recherche de *San José Mercury News*, de Los Angeles, sur la participation de la CIA dans l'importation de drogue aux Etats-Unis pour financer l'approvisionnement clandestin d'armes de la contra.

Selon cette enquête, un des « filleuls » préférés des conseillers argentins, le colonel somociste Enrique Bermudez, a provoqué le saut qualitatif dans le flux d'argent en grandes quantités pour l'achat d'armements et le paiement des mercenaires, quand il a autorisé deux citoyens, Danilo Blandón et José Norwin Meneses, à monter le schéma de trafic de drogues en utilisant la structure naissante de la FDN à Los Angeles.

L'enquête a révélé que la drogue distribuée à Los Angeles (et à qui le *San José Mercury News* attribue l'origine du boom du crack dans la population noire) était déposée dans les bases aériennes salvadoriennes et depuis de là, était transférée dans des avions de tourisme jusqu'à des aéroports au Texas, avec la protection de la CIA. À la fin de 1981, la structure avait réussi à introduire une tonne de drogue de la contrebande. Blandón, celui qui actuellement reçoit un salaire du gouvernement des Etats-Unis comme agent spécial de la DEA, a admis que entre 1981 et 1988 jusqu'à 100 kilos de cocaïne hebdomadaires ont été introduits.

La coïncidence de dates, acteurs et lieux géographiques permet de suggérer qu'une partie de la drogue gérée par Blandón, avec l'autorisation de la CIA, était approvisionnée par les narcotrafiquants boliviens, même après le renversement de García Meza en Bolivie, et la restauration de démocratie en Argentine en 1983.

Les argentins ont aussi été les pionniers de la structure qu'a ensuite utilisé le gouvernement de Ronald Reagan pour canaliser l'aide cachée aux « Contrás ». Les agents du *Batallón 601*, Raul Guglielminetti, alias une « Mayor Guastavino », Leandro Sánchez Reisse, alias « Lenny », et Jorge Franco, alias « Fiorito », se sont spécialisés dans le blanchiment d'argent des fonds provenant du trafic de drogues. Franco s'est rendu par deux fois en Amérique Centrale, une d'elles avec son identité réelle. Qualifié d'expert en finances, Franco figure comme « disparu » dans les listes de l'Institut d'oeuvres Sociales de l'Armée, mais on soupçonne qu'au moins jusqu'à 1987 était en Amérique Centrale.

Leandro Sánchez Reisse est le seul des membres du GTE qui a admis le lien des conseillers argentins avec le trafic de drogues pour le financement des opérations secrètes. Comptable de profession, il a été arrêté à Genève, en Suisse, en 1982, quand il essayait de percevoir de l'argent pour la libération du banquier uruguayen Carlos Koldobsky, enlevé à Buenos Aires. En 1985, il a réussi à s'enfuir de la prison de Champ Dollon. Il s'est réfugié aux Etats-Unis, sous la protection de la CIA. Pour éviter l'extradition sollicitée par le gouvernement de Raúl Alfonsín, Sánchez Reisse avait accepté de témoigner devant la sous-commission « *Terrorisme, Narcotiques et Opérations Internationales du Comité de Relations Extérieures du Sénat des Etats-Unis* ».

Sánchez Reisse a révélé, que dès 1987, le général Suárez Masón et le secteur de l'armée sous son commandement a reçu de l'argent du trafic de drogues pour financer la lutte contra-insurgé en Amérique Centrale. Il a expliqué que deux entreprises montées à Miami, une appelée « *Argenshow* », consacrée à l'embauche de chanteurs pour des tournées latinoaméricaines, et une autre appelée « *Silver Dollar* », en réalité une maison prêts sur gages dirigée par Raúl Guglielminetti, ont été les deux sociétés écrans pour la manipulation de l'argent. Il a admis que « *Silver Dollar* » et « *Argenshow* » avaient canalisé 30 millions de dollars du trafic de drogues qui ont été dirigés par l'intermédiaire du Panama vers la Suisse, le Lichtenstein, les Bahamas et les Îles Cayman. L'argent, a-t-il dit, a terminé entre les mains des contras nicaraguayens.

Il a aussi révélé que la CIA était au courant des activités des deux entreprises de Floride depuis le milieu de 1980 et a donné son approbation pour les opérations de blanchiment. Le comptable du *Batallón 601* a révélé à la sous commission du Sénat, la participation argentine au préambule de l'*Iran-Gate*. Il a admis qu'un argentin, impliqué dans l'enlèvement, en 1977, de Luchino Revelli Beaumont, directeur de Fiat France, a proposé à la CIA, par a intervenu d'Anthony Mac Donald, président du *First Ville Fédérale Bank de New York*, d'engager cinquante mercenaires argentins pour s'infiltrer en Iran et essayer le sauvetage des 52 otages étasuniens aux mains de Komeini. Le plan n'a pas abouti compte tenu des exigences des argentins sur les assurances vie, selon Sánchez Reisse.

L'entreprise *Silver Dollar* a servi d'écran pour les premiers approvisionnements d'armes aux contras. Les transactions initiales ont été menées alors par l'intermédiaire de Norman Faber, un partenaire du directeur de la CIA, William Casey, dans une autre entreprise fantôme « *Hold-Dicker* » qui a servi à aiguiller l'argent vers la contra.

On présume qu'à des dates aussi précoces que 1982, George Morales, commerçant colombien nationalisé américain, a opéré avec les conseillers argentins dans la contrebande d'armes vers le Salvador, à destination de la contra, dans des vols effectués avec les avions de son entreprise de taxi aérien *Aviation Activities Corporation*, de Miami. Les avions étaient autorisés par la CIA à retourner avec des chargements de cocaïne, pourvu qu'on fasse don d'un pourcentage pour la contra. Morales a déclaré à l'avocat Jack Blum, conseiller du Sous-comité, qu'il a détourné quelque quatre millions de dollars.

Avec Sánchez Reisse et Raúl Guglielminetti, a opéré en Amérique Centrale un spécialiste des questions

financières, aussi agent de la SIDE, Juan Martín Ciga Correa, alias le « Mayor Santamaría », de vaste filiation d'extrême droite. Ciga Correa a été condamné avec mandat d'arrêt lancé par la justice argentine, pour le meurtre, en 1974, de l'ex commandant de l'Armée Chilien, Carlos Prats Gonzalez ; il a aussi participé comme agent de liaison entre les agents de la « DINA » Chilienne Michael Townley et Enrique Arancibia Clavel, et l'organisation d'ultradroite « Triple A », pour la planification et l'exécution de l'attentat contre Prats et sa conjointe. Ciga a été en outre mêlé avec Guglielminetti dans des affaires de trafic d'armes et dans des enlèvements pour extorsions d'argent effectués au Costa Rica. Actuellement on l'a identifié comme conseiller des escadrons paramilitaires qui opèrent dans certaines régions de l'état du Chiapas.

Arguments indéfendables

Si, comme le suggère la « connexion argentine », le vaste schéma du trafic de drogues comme fonds fiduciaire des opérations secrètes est intimement lié à une structure de coordination d'appareils militaires d'intelligence, les actuelles propositions de militariser la guerre contre la drogue sont sérieusement disqualifiées dans leur objectif explicite, par les liens et les compromis noués au fil des ans.

Tant le trafic de drogues que d'autres activités délictueuses appelées « de droit commun », ont été fondées politiquement et idéologiquement et assumées dans le cadre de l'impunité qu'offraient les dictatures militaires au terrorisme d'État.

Il n'existe pas d'éléments qui assurent un changement radical et effectif dans cette politique ; et l'insistance avec laquelle on promeut le concept de « narcoterrorisme » pour fonder une stratégie contre-insurgée et de militarisation en Amérique latine, plus la recrudescence de l'action de groupes paramilitaires, prédit une survivance de ces cadres idéologiques et politiques.

Principalement quand, dans l'ensemble, on vérifiera l'incapacité des nouvelles démocraties pour épurer les cadres militaires et policiers compromis, d'une part, dans des violations des droits de l'homme, et, d'autre part, dans des épisodes de trafic de drogues, enlèvements extorsion et autres infractions de « droit commun ».

Sources

- ▶ **Carlos Juvenal** : Buenos Muchachos. La industria del secuestro en Argentina.
- ▶ **Elisabeth Reimann** : Confesiones de un contra.
- ▶ **Martin Andersen** : Dossier Secreto. El mito de la guerra sucia.
- ▶ **Michael Levine** : La guerra falsa.
- ▶ **Jeffrey Robinson** : The Laundrymen.
- ▶ **CONADEP** : Nunca más.
- ▶ **Claudio Díaz y Antonio Zucco** : La ultraderecha argentina.
- ▶ **Juan Gasparini** : La pista suiza.
- ▶ **Horacio Vebitky** : La posguerra sucia.
- ▶ **Enrique Yeves** : La contra, una guerra sucia.
- ▶ **Gabriel Pasquino y Eduardo de Miguel** : Blanca y radiante.
- ▶ **Fredreric Laurent** : L'orchestre noir.
- ▶ **Gustavo Sánchez Salazar** : Barbie, criminal hasta el fin.
- ▶ **Juan José Salinas** : "Los mercenarios. Contrás y carapintadas", en revista El Porteño, No.79. Semanario Madres de Plaza de Mayo, números 65 al 98.
- ▶ **San José Mercury News** : "Crack plagues roots are in Nicaraguan war", ediciones del 18,19 y 20 de agosto de 1996.
- ▶ **Carlos Fazio** : El tercer vínculo, editorial Joaquín Mortiz, México, 1996.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo](#). Paris, le 16 novembre 2004.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).